



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Centre Supérieur de Formation par l'Apprentissage - CESFA

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Centre Supérieur de Formation par l'Apprentissage - CESFA
93 boulevard de la Seine 92000 NANTERRE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Centre Supérieur de Formation par l'Apprentissage - CESFA

93 boulevard de la Seine 92000 NANTERRE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association Centre Supérieur de Formation par l'Apprentissage - CESFA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre Supérieur de Formation par l'Apprentissage - CESFA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 20 juin 2024

KPMG SA

Xavier DE CONINCK

Associé



Centre supérieur de formation
par l'apprentissage

CENTRE SUPERIEUR DE FORMATION PAR L'APPRENTISSAGE

COMPTES ET ANNEXES 2023

Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

Siège social : 93 Boulevard de la Seine - 92 000 NANTERRE

Table des matières

1.	BILAN ET COMPTE DE RESULTAT.....	3
2.	FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE	6
3.	MÉTHODES COMPTABLES	6
3.1	Immobilisations corporelles et incorporelles	7
3.2	Immobilisations financières	7
3.3	Créances et dettes	7
3.4	Disponibilités.....	7
3.5	Provisions	7
3.6	Subventions	7
4.	ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN.....	8
4.1	Les immobilisations	8
4.2	Les créances.....	9
4.3	La trésorerie.....	10
4.4	Les charges constatées d'avance.....	10
4.5	Les fonds propres.....	10
4.6	Les provisions pour risques et charges	10
4.7	Les dettes	11
4.8	Les produits constatés d'avance.....	12
5.	ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT	12
5.1	Les charges	12
5.2	Les produits	13
5.3	Le résultat	13
6.	INFORMATIONS DIVERSES CONCERNANT LES DIRIGEANTS.....	14
7.	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	14
8.	LES COMPTES ANNUELS DU CFA SEUL	14

1. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

CESFA : Bilan Actif au 31/12/2023

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 267	1 267		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 202 107	1 963 472	238 635	378 592
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total I	2 203 374	1 964 739	238 635	378 592
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 840 060	23 973	3 816 087	3 499 040
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres	3 925		3 925	3 925
Disponibilités	593 709		593 709	1 401 508
Charges constatées d'avance				2 119
Total II	4 437 694	23 973	4 413 721	4 906 591
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	6 641 068	1 988 712	4 652 356	5 285 183

CESFA : Bilan Passif au 31/12/2023

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves	62 049	12 049
Réserves statutaires ou contractuelles		
Autres		
Report à nouveau	212 295	471 721
Excédent ou déficit de l'exercice	82 054	-209 427
Situation nette (sous total)	356 398	274 344
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	238 635	378 592
Provisions réglementées		
Total I	595 033	652 936
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
Fonds dédiés		
Total III bis		
DETTES		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	3 075 366	3 704 568
Dettes fiscales et sociales	2 315	110
Autres dettes	250 265	207 791
Produits constatés d'avance	729 377	719 778
Total IV	4 057 323	4 632 248
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	4 652 356	5 285 183

CESFA : Compte de résultat au 31/12/2023

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et services		
Ventes de prestations de service	7 141 154	6 777 712
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	531 849	185 387
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Autres produits	2	168
Total I	7 673 005	6 963 267
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	7 574 303	7 173 039
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	139 957	143 136
Dotations aux provisions	23 973	
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	2	1
Total II	7 738 234	7 316 176
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-65 229	-352 909
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	9 642	456
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Total III	9 642	456
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	9 642	456
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-55 588	-352 453
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	139 957	143 136
Total V	139 957	143 136
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	139 957	143 136
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 315	110
Total des produits (I + III + V)	7 822 603	7 106 859
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 740 549	7 316 286
EXCEDENT OU DEFICIT	82 054	-209 427

Les comptes annuels présentés ci-dessous sont le reflet de l'activité de l'association CESFA créée le 28 février 1998, par l'association CESI et l'ESTP.

Elle est l'organisme gestionnaire du centre de formation d'apprentis du CESFA dispensant quatre formations :

- la formation d'ingénieur-e spécialité BTP,
- la formation « Gestionnaire en Maintenance et Support Informatique » (GMSIA),
- la formation de « Manager des Systèmes d'Information » (MSIA) qui est déclinée depuis 2021 en 2 titres qui permettent de valoriser ses spécialités techniques (MICS - Manager en Infrastructures et Cybersécurité des Systèmes d'Information et MAALSI - Manager en Architecture et Applications Logicielles des Systèmes d'Information)
- et depuis la rentrée 2021, la formation Bachelor en Sciences et en Ingénierie spécialité BTP (BIM)

Ces quatre formations sont déclinées sur le centre CESI Ile de France situé à Nanterre (92).

2. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

L'année 2023 a été marquée par un contexte économique et géopolitique international instable. D'une part la guerre en Ukraine qui a commencé en février 2022, se poursuit. D'autre part, l'escalade du conflit israélo-palestinien depuis octobre 2023 a eu des répercussions régionales et mondiales, augmentant les tensions au Moyen-Orient et suscitant des préoccupations concernant la stabilité et la sécurité dans la région.

N'ayant pas d'activité dans les régions concernées par ces conflits, l'Association n'est donc pas directement impactée.

3. MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes,
- Indépendance des exercices

Le CESFA a arrêté ses comptes en respectant les prescriptions du règlement 2014-03 du PCG et les prescriptions des règlements ANC 2018-06 et ANC 2020-08 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

3.1 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Agencements et Installations 10 ans
- Matériel et Mobilier 5 ans
- Matériel informatique et Logiciel 3 ans

3.2 Immobilisations financières

Néant.

3.3 Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.4 Disponibilités

Les liquidités disponibles ont été évaluées pour leur valeur nominale.

3.5 Provisions

Néant.

3.6 Subventions

Les subventions de fonctionnement sont comptabilisées dans les comptes de la période concernée. Le cas échéant, la quote-part des subventions à recevoir ou perçues d'avance est constatée en fin d'exercice.

Les subventions d'investissement sont rapportées au compte de résultat en fonction de la durée d'amortissement des immobilisations concernées.

4. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

4.1 Les immobilisations

Au 31 décembre 2023, l'actif immobilisé se chiffre à 2 203 374 €.

Compte tenu des dotations aux amortissements de l'exercice de 139 957 €, le cumul des amortissements s'élève à 1 964 739 €.

La valeur nette de l'ensemble des immobilisations représente 238 635 €

Variation des immobilisations incorporelles et corporelles au 31/12/2023 :

Libellé du compte	Compte au bilan	Valeur au début de la période	Augmentation		Diminution		Valeur à la fin de l'exercice
			Acquisition	Virt. de poste	Régularisation facture (avoir)	Virt. de poste	
Logiciels	20800000	1 267	-	-	-	-	1 267
Sous totaux immo. incorporelles		1 267	-	-	-	-	1 267
Installations générales, agencements	21810000	1 610 261	-	-	-	-	1 610 261
Sous totaux agencement		1 610 261	-	-	-	-	1 610 261
Mobilier de bureau	21830000	-	-	-	-	-	-
Matériel pédagogique	21831000	325 213	-	-	-	-	325 213
Matériel de bureau non pédagogique	21832000	-	-	-	-	-	-
Matériel pédagogique	21833000	-	-	-	-	-	-
Matériel informatique pédagogique	21834000	72 158	-	-	-	-	72 158
Matériel informatique non pédagogique	21835000	-	-	-	-	-	-
Matériel de bureau	21840000	194 476	-	-	-	-	194 476
Mobilier de bureau pédagogique	21841000	-	-	-	-	-	-
Matériel informatique	21860000	-	-	-	-	-	-
Divers	21880000	-	-	-	-	-	-
Sous totaux matériel et mobilier		591 847	-	-	-	-	591 847
Immobilisations en cours	23200000	-	-	-	-	-	-
Sous totaux immo. corporelles		2 202 107	-	-	-	-	2 202 107
Totaux		2 203 374	-	-	-	-	2 203 374

CENTRE SUPERIEUR DE FORMATION PAR L'APPRENTISSAGE

Variation des amortissements au 31/12/2023 :

Libellé du compte	Compte au bilan	Valeur au début de la période	Augmentation		Diminution		Valeur à la fin de l'exercice
			Acquisition	Virt. de poste	Cession ou mise au rebut	Virt. de poste	
Amort. logiciels	28080000	1 267	-	-	-	-	1 267
Sous totaux amort. immo. incorporelles		1 267	-	-	-	-	1 267
Amort. installations generales, agencements	28181000	1 466 447	21 557	-	-	-	1 488 004
Sous totaux amort. agencement		1 466 447	21 557	-	-	-	1 488 004
Amort. mobilier de bureau	28183000	-	-	-	-	-	-
Amort. materiel pedagogique	28183100	181 699	65 207	-	-	-	246 906
Amort. materiel de bureau non peda.	28183200	-	-	-	-	-	-
Amort. materiel pedagogique	28183300	-	-	-	-	-	-
Amort. materiel informatique peda.	28183400	44 884	14 903	-	-	-	59 787
Amort. materiel informatique non peda.	28183500	-	-	-	-	-	-
Amort. materiel de bureau	28184000	130 486	38 289	-	-	-	168 775
Amort. mobilier de bureau pedagogique	28184100	-	-	-	-	-	-
Amort. materiel informatique	28186000	-	-	-	-	-	-
Amort. divers	28188000	-	-	-	-	-	-
Sous totaux amort. matériel et mobilier		357 069	118 399	-	-	-	475 468
Sous totaux amort. immo. corporelles		1 823 515	139 957	-	-	-	1 963 472
Totaux		1 824 782	139 957	-	-	-	1 964 739

4.2 Les créances

ACTIF au 31/12/2023	Créances à moins d'un an	Créances à plus d'un an	Total
Créances de l'actif immobilisé	-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-
Créances clients et comptes rattachés	3 835 204	4 856	3 840 060
Autres créances	-	3 925	3 925
TOTAL	3 835 204	8 781	3 843 985

Au 31 décembre 2023, les créances sont les suivantes :

- Produits OPCO à recevoir	3 599 246 €
- Produits Entreprises à recevoir	240 814 €
- Subvention d'équipement à recevoir	3 925 €

TOTAL DES CRÉANCES **3 843 985 €**

4.3 La trésorerie

La trésorerie disponible auprès de la banque CIC se décompose de la manière suivante au 31 décembre 2023 :

-	Compte courant bancaire	227 426 €
-	Compte sur livret	366 283 €

Soit une trésorerie totale de 593 709 €

4.4 Les charges constatées d'avance

Néant.

4.5 Les fonds propres

Fonds propres	Au 01/01/2023 avant affectation de résultat	Mouvements enregistrés en 2023	Solde au 31/12/2023
Fonds social	-	-	-
Réserves d'investissements	12 049	50 000	62 049
Report à nouveau	471 721	- 259 427	212 295
Résultat exercice antérieur	- 209 427	209 427	-
Résultat de l'exercice		82 054	82 054
Subventions d'équipements nettes	378 592	- 139 957	238 635
Fonds propres	652 936	- 57 903	595 033

Subventions d'équipement	Au 01/01/2023 avant affectation de résultat	Subventions reçues	Quote part de subvention	Subventions Soldées	Au 31/12/2023
Subventions d'équipements reçues de l'Etat	107 787	-			107 787
Subventions d'équipements reçues Région	1 150 899	-			1 150 899
Subventions d'équipements reçues Taxe apprentissage	848 801	-			848 801
Subventions d'équipements reçues Organisme gestionnaire	96 892			- 1 004	95 887
Subventions d'équipements reçues pour immo. en cours	-	-			-
Subventions d'équipements inscrites au résultat	- 1 825 787		- 139 957	1 004	- 1 964 739
Solde subventions d'équipement	378 592	-	- 139 957	-	238 635

4.6 Les provisions pour risques et charges

Néant.

4.7 Les dettes

PASSIF au 31/12/2023	Dettes à moins d'un an	Dettes à plus d'un an	Total
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Fournisseurs Biens et services	2 742 860		2 742 860
Fournisseurs immobilisations	-		-
Fournisseurs F.N.P. Biens et services	332 506		332 506
Fournisseurs F.N.P. Immobilisations	-		-
Dettes fiscales et sociales			
Etat IS	2 315		2 315
Etat TVA			-
Etat Autres			-
Autres dettes			
Clients R.R.R à accorder	190 795		190 795
Taxe apprentissage perçue d'avance	24 410		24 410
Créditeurs divers	35 060		35 060
TOTAL	3 327 946	-	3 327 946

Au 31 décembre 2023, les dettes sont les suivantes :

- Dettes fournisseurs et comptes rattachés 3 075 366 €

Ces dettes concernent principalement la sous-traitance du prestataire CESI (2 742 860 €) et des factures non parvenues liées à des honoraires de commissariat aux comptes ou des frais bancaires (332 506 €).

- Dettes fiscales et sociales 2 315 €

- Autres dettes 250 265 €

Il s'agit :

- de clients créditeurs (28 603 €),
- d'avoirs à établir aux OPCO (190 795 €)
- de la taxe d'apprentissage perçue d'avance (24 410 €)
- de l'avance perçue sur le projet MONA (5 804 €)
- ainsi que de créditeurs divers (652 €).

TOTAL DES DETTES 3 327 946 €

4.8 Les produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance concernent les facturations effectuées à nos clients pour les formations sur plusieurs exercices.

PASSIF	2023	2022
Entreprises Individuels	1 792	-
Organismes Collecteurs	727 585	719 778
Autres produits publics	-	-
Autres produits constatés d'avance	-	-
TOTAL	729 377	719 778

5. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

5.1 Les charges

L'ensemble des formations par apprentissage du Groupe Cesi sont portées par l'Association Cesi.

Les modalités financières prévoient que CESI facture le CESFA sur la base d'un coût par apprenti rapporté aux effectifs pondérés.

Au titre de l'exercice 2023, la facturation des formations par apprentissage par l'Association CESI, tous diplômes confondus, s'élève à 7 356 639 € soit 7 288 256 € au titre des quatre formations et 68 383 € au titre du projet MONA.

Formation Ingénieur BTP

La facturation de la formation ingénieur BTP s'est élevée à 5 821 200 € soit 9 900 € par apprenti sur la base d'un effectif pondéré de 588 apprentis.

Formation GMSIA

La facturation de la formation GMSIA s'est élevée à 437 000 € soit 8 740 € par apprenti sur la base d'un effectif pondéré de 50 apprentis.

Formations MICSI / MAALSI

La facturation des formations MICSI / MAALSI s'est élevée à 740 370 € soit 8 510 € par apprenti sur la base d'un effectif pondéré de 87 apprentis.

Formation BACHELOR BIM

Compte tenu de la convention signée le 05/10/2021 entre ENSA PLV, CESI et CESFA, la facturation de la formation BACHELOR BIM s'est élevée à 289 686 €.

Charges directes CESFA

Les charges engagées directement par l'association CESFA représentent :

-	Honoraires des commissaires aux comptes	22 457 €
-	Dotations aux amortissements	139 957 €
-	Dotations provisions dépréciations des créances	23 973 €
-	Entretien & réparation	119 €
-	Agios et frais bancaires	3 043 €
-	Primes d'assurance	9 639 €
-	Cotisations et charges diverses	9 468 €
-	Frais annexes stagiaires (mobilité internationale)	172 940 €
-	Impôts	2 315 €
	Total	383 910 €

TOTAL DES CHARGES **7 740 549 €**

5.2 Les produits

Les produits du CESFA sont constitués des éléments suivants :

-	Prises en charges des OPCO	6 527 751 €
-	Produits des pouvoirs publics	3 800 €
-	Produits des entreprises	199 745 €
-	Produits divers	64 322 €
-	Subvention région IDF	477 170 €
-	Frais annexe stagiaires (mobilité internationale)	116 642 €
-	Frais référent mobilité	293 217 €
-	Quote part de subvention d'investissement	139 957 €

TOTAL DES PRODUITS **7 822 603 €**

5.3 Le résultat

L'exercice laisse apparaître un résultat positif de **+82 054 €**

6. INFORMATIONS DIVERSES CONCERNANT LES DIRIGEANTS

En application de l'article article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, aucun des administrateurs de l'association ne perçoit de rémunération au titre de son mandat.

7. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les états financiers de l'association ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2023, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

8. LES COMPTES ANNUELS DU CFA SEUL

Afin de satisfaire aux obligations découlant de l'arrêté du 21 juillet 2020 fixant les règles de mise en œuvre de la comptabilité analytique des organismes de formation, la comptabilité du CFA est établie de façon séparée et les comptes du CFA seuls tels qu'ils sont déclarés aux organismes financeurs (Conseil Régional, France Compétence) vous sont présentés.

CENTRE SUPERIEUR DE FORMATION PAR L'APPRENTISSAGE

CFA CESFA : Bilan Actif au 31/12/2023 (hors OG)

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 267	1 267		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 202 107	1 963 472	238 635	378 592
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total I	2 203 374	1 964 739	238 635	378 592
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 840 060	23 973	3 816 087	3 499 040
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres	3 925		3 925	3 925
Disponibilités	593 709		593 709	1 401 508
Charges constatées d'avance				2 119
Total II	4 437 694	23 973	4 413 721	4 906 591
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	6 641 068	1 988 712	4 652 356	5 285 183

CFA CESFA : Bilan Passif au 31/12/2023 (hors OG)

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves	62 049	12 049
Réserves statutaires ou contractuelles		
Autres	10 793	1 262
Report à nouveau	211 143	470 916
Excédent ou déficit de l'exercice	74 728	-209 773
Situation nette (sous total)	358 713	274 454
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	238 635	378 592
Provisions réglementées		
Total I	597 348	653 046
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
Fonds dédiés		
Total III bis		
DETTES		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	3 075 366	3 704 568
Dettes fiscales et sociales		
Autres dettes	250 265	207 791
Produits constatés d'avance	729 377	719 778
Total IV	4 055 008	4 632 138
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	4 652 356	5 285 183

CENTRE SUPERIEUR DE FORMATION PAR L'APPRENTISSAGE

CFA CESFA : Compte de résultat au 31/12/2023 (hors OG)

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et services		
Ventes de prestations de service	7 141 154	6 777 712
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	531 849	185 387
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Autres produits	2	168
Total I	7 673 005	6 963 267
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	7 574 303	7 173 039
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	139 957	143 136
Dotations aux provisions	23 973	
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	2	1
Total II	7 738 234	7 316 176
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-65 229	-352 909
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Total III		
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-65 229	-352 909
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	139 957	143 136
Total V	139 957	143 136
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	139 957	143 136
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	7 812 961	7 106 403
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 738 234	7 316 176
EXCEDENT OU DEFICIT	74 728	-209 773